



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** CHAUMONT, le 27 mars 2026

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 26 - 087

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STOROPACK FRANCE**

10 rue de l'Orgisset  
52110 NULLY

Code AIOT : 0005701264

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 février 2026 dans l'établissement STOROPACK FRANCE implanté 10 rue de l'Orgisset - 52110 NULLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à l'instruction de la mise à jours de l'étude de dangers transmises par l'exploitant, l'inspection des installations classées s'est intéressée aux rejets atmosphériques, notamment aux COV.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOROPACK FRANCE
- 10 rue de l'Orgisset - 52110 NULLY
- Code AIOT : 0005701264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société STOROPACK FRANCE est spécialisée dans la production d'éléments de calage dans les emballages, essentiellement des chips en polystyrène expansé. Pour cela, le site extrude des billes de polystyrène contenant un agent gonflant, le pentane, et qui vont s'expanser sous la chaleur. S'en suit une phase de maturation des chips de polystyrène, avant expédition vers les clients. Un stockage d'autres matériaux pouvant être utilisés à des fins d'éléments de calage (rouleaux de papier kraft, poches en plastique pouvant être gonflées d'air), en quantité réduite, est également pratiqué.

Le site se situe en pleine campagne au cœur du village de Nully. Il est essentiellement entouré par des bois et autres prairies.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
1	Caractérisation des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 3.3	Prescriptions complémentaires
2	Encadrement des émissions polluantes à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 3.4	Prescriptions complémentaires
3	Valeurs limites de rejets COV extrusion	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 50	Prescriptions complémentaires

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, une étude approfondie du processus a été réalisée afin d'appréhender les rejets atmosphériques au regard des conditions de production, en particulier ceux de COV. Au vu des éléments actuels, il n'y a pas matière à reconsidérer l'acceptabilité sanitaire du site.

Toutefois, les échanges entre l'inspection et l'exploitant lors de cette visite amènent l'inspection des installations classées à proposer à Madame la Préfète d'encadrer, par un arrêté préfectoral complémentaire, l'exploitant quant à la réalisation d'une étude sur les rejets de COV de son installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Caractérisation des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit procéder, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, à une campagne de mesures sur les C.O.V. rejetés à l'atmosphère, à chaque point de rejet. Ces mesures seront réalisées dans des conditions représentatives de la production de l'établissement, et devront renseigner les paramètres suivants : débit d'extraction, et concentration rejetée sur gaz sec. A l'occasion de cette campagne de mesure, une actualisation de la quantification des émissions diffuses sera à réaliser.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, une analyse du processus a été réalisée, dont le détail est présenté en annexe confidentielle. Cette analyse repose sur l'identification des sources potentielles d'émissions de composés organiques volatils (COV).

Ces composés ont été pris en compte dès le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, déposé en 2011. Toutefois, l'activité a augmenté depuis lors, et le processus a également évolué. Néanmoins, le fonctionnement du processus de fabrication du polystyrène expansé demeure globalement similaire ; seule la fabrication du polystyrène expansible a évolué.

Le processus peut ainsi être défini selon les étapes suivantes :

**Réception :**

- Réception du polystyrène (PS) compacté.

**Fabrication du PS expansible :**

- Broyage ;
- Extrusion de recyclage → rejets potentiels de COV issus des produits recyclés et d'autres composés indésirables présents dans les mélanges, non qualifiés et non quantifiés.

**Fabrication du PS expansé :**

- 2<sup>e</sup> extrusion du processus → rejets limités à la sortie de la tête de filière ;
- 1<sup>re</sup> expansion → rejets importants de COV à cette étape ;
- 1<sup>re</sup> maturation → rejets potentiels, compte tenu de l'importance des rejets lors de la première expansion ;
- 2<sup>e</sup> expansion → rejets notables de COV à cette étape ;
- 2<sup>e</sup> maturation → rejets potentiels, non qualifiés et non quantifiés ;
- 3<sup>e</sup> expansion → rejets notables de COV à cette étape ;
- 3<sup>e</sup> maturation → rejets potentiels, non qualifiés et non quantifiés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**N° 2 : Encadrement des émissions polluantes à l'atmosphère**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les rejets à l'atmosphère de COV, canalisés et diffus, ne doivent pas excéder 14 tonnes par an (exprimés en équivalent carbone).

L'exploitant doit mettre en œuvre des procédures visant à réduire les émissions de composés organiques volatils de son installation, comprenant notamment :

- l'utilisation de matières premières contenant au plus 4% de composés organiques volatils en masse, lorsque la possibilité technique existe,
- le recyclage intégral des chutes de découpe, - l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières,
- la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité existe, notamment sur les postes de pré-expansion.

A cet effet, l'exploitant réalise un bilan de sa situation au regard de ces critères, et réalise une étude de faisabilité technico-économique concernant les actions restant à réaliser. Cette étude, qui doit être accompagnée d'un échéancier de travaux de mise en application, est à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'encadrement des rejets, en concentration, sera effectué ultérieurement, après réalisation de la campagne de mesures évoquée au chapitre précédent. Le flux annuel fixé ci-dessus pourra être modifié en fonction des résultats de cette campagne de mesures.

#### Constats :

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de définir le volume global de COV rejeté annuellement. Toutefois, un calcul approximatif a été réalisé à partir du volume de pentane consommé en 2024. Le calcul détaillé est présenté en annexe confidentielle.

Ainsi, l'exploitant aurait rejeté, en 2024, environ 17,12 tonnes de pentane. Or, le flux de rejet autorisé en COV, lors de l'encadrement initial du site, était basé sur une production inférieure à celle actuelle. Par ailleurs, le procédé ayant évolué vers une production essentiellement issue du recyclage, les conditions initiales d'encadrement ne semblent plus adaptées.

Il est donc proposé à Madame la Préfète un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin d'encadrer l'exploitant sur la réalisation d'une étude relative aux rejets atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

#### N° 3 : Valeurs limites de rejets COV extrusion

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 50

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

#### Prescription contrôlée :

I. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

Polluants	Valeur limite d'émission
1 - Poussières totales :	
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m <sup>3</sup>
Flux horaire supérieur à 1 kg/h	40 mg/m <sup>3</sup>
7 - Composés organiques volatils (1) :	
a) Cas général : (2) (3)	
Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : flux horaire total supérieur à 2 kg/h	110 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)
Valeur limite annuelle des émissions diffuses	Le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 30 % de la quantité de COV utilisée (solvants utilisés, COV réactifs)
b) Cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV :	
Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane	20 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en carbone total) ou 50 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en carbone total) si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %.

NOx (en équivalent NO <sub>2</sub> )	100 mg/m <sup>3</sup>
CH <sub>4</sub>	50 mg/m <sup>3</sup>
CO	100 mg/m <sup>3</sup>
c) Composés organiques volatils spécifiques : flux horaire total des composés organiques dépasse 0,1 kg/h	
Voir liste détaillée en annexe III (7° c) :	20 mg/m <sup>3</sup> (concentration globale de l'ensemble des composés)
d) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351, ou étiquetées R 40 ou R 68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé :	
Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h.	2 mg/m <sup>3</sup> en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)
Composés organiques volatils halogénés de mentions de dangers H341 ou H351, ou étiquetés R 40 ou R 68	20 mg/m <sup>3</sup> (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)
Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 100 g/h	
(1) Les prescriptions du c) et du d) n'affranchissent pas du respect du a) et du b)	
[...]	
(3) Activité spécifique de fabrication de polystyrène expansé :	
les dispositions du premier alinéa du a) sont remplacées par les dispositions suivantes : L'exploitant met en œuvre des procédures visant à réduire les émissions de COV de son installation comprenant notamment : - l'utilisation de matières premières contenant au plus 4 % de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe ; - le recyclage intégral des chutes de découpe ; - l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières ; - la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur les postes de pré-expansion.	

### Constats :

Lors de la visite, l'inspection a réalisé le contrôle du processus au regard des rejets atmosphériques. Pour la fabrication de PS expansé, l'exploitant met en place :

- le recyclage des rebuts de production,
- l'incorporation de matériaux usagés, qui fait partie intégrante du processus industriel,
- ainsi que la captation des émissions lors de l'expansion.

En raison de l'inclusion de polystyrène recyclé dans le process depuis l'autorisation initiale du site, l'inspection des installations classées note que de nouvelles substances sont potentiellement rejetées lors des étapes de recyclage et de fabrication de PS expansible. Au vu des informations présentées par l'exploitant concernant les conditions d'admission dans le process des matières à recycler, ces évolutions potentielles ne sont pas de nature à remettre en cause les études sanitaires associées aux rejets du site. Toutefois, il demeure important d'identifier l'ensemble des substances concernées par ces rejets dans un souci de réduction à la source des émissions de polluants.

C'est pourquoi l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin d'encadrer l'exploitant sur la réalisation d'un screening des COV rejetés lors de la 1ère expansion et lors du rejets de l'extrusion de recyclage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires